

nisme sera à notre disposition pour pouvoir livrer l'aide alimentaire.

L'EMPLOI

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Depuis deux ans, 63 compagnies à Montréal ont annoncé la perte de 14 000 emplois industriels et le taux de chômage à Montréal est maintenant rendu à 11,7 p. 100. Il s'agit du taux municipal le plus élevé au Canada. Dans ces circonstances, est-ce que la ministre est maintenant prête à rencontrer le gouvernement du Québec et le maire de Montréal afin de préparer un plan d'action pour créer des emplois à plein temps et permanents? Est-ce que la ministre est maintenant prête à prendre ces mesures?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, beaucoup de mesures ont été prises à Montréal, comme dans les autres villes du Canada.

• (1440)

[Traduction]

Je pense surtout à une industrie montréalaise qui se tire fort bien d'affaire. Je parle de l'industrie pharmaceutique. Grâce à la législation du gouvernement actuel, dont le député a dit qu'elle nous ferait perdre des emplois, on a créé des centaines d'emplois dans ce domaine à Montréal, y compris des centaines d'emplois dans la recherche.

Des voix: Bravo!

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, cette réponse ne satisfera pas les chômeurs de Montréal, où le taux de chômage est plus élevé que dans toute autre ville canadienne, y compris St. John's, à Terre-Neuve.

Le mois prochain, 1 100 travailleurs perdront leur emploi chez Pratt & Whitney, à Longueuil. Ils n'ont pas besoin de formation. Ils veulent un emploi.

Que fera la ministre pour ces travailleurs? Ils ne veulent pas entendre des discours; ils veulent des mesures concrètes.

Des voix: Bravo!

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, la formation et les emplois sont indissociables. C'est pourquoi l'industrie pharmaceutique est un si bon exemple: elle exige l'embauche de travailleurs spécialisés; elle crée des emplois et

Questions orales

nous offrons les programmes de formation qui permettent aux travailleurs de se qualifier pour ces emplois. L'un ne va pas sans l'autre.

Nous avons besoin non seulement d'emplois au pays, mais aussi de compétences spécialisées. Le problème, c'est que les compétences disponibles et les emplois disponibles ne correspondent pas. On voit bien que les députés d'en face, qui nous ont longtemps empêchés de passer à l'action, n'ont pas envie d'entendre, puisqu'ils continuent à parler.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LA PAUVRETÉ

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le Conseil national du Bien-être social qui est le Conseil du ministre de la Santé nous dit que la vaste majorité du 1,9 million de Canadiens qui dépendent du Bien-être social sont des enfants, des personnes handicapées et des familles monoparentales qui vivent jusqu'à 50 p. 100 sous le seuil de la pauvreté. Pendant ce temps, le gouvernement ne veut plus payer sa juste part des coûts du Bien-être social, spécialement dans la province où surgit le plus de nouveaux cas.

Je demande donc au ministre d'expliquer aux victimes de la mauvaise gestion économique de ce gouvernement pourquoi on les abandonne.

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, si la députée était le moins juste et précise, elle ne dirait pas que nous abandonnons les gens.

Cette année seulement, les paiements aux provinces en vertu du Régime d'assistance publique du Canada vont s'élever à environ 5,8 milliards de dollars. La députée n'est pas sans savoir que, depuis la défaite du gouvernement libéral, beaucoup de Canadiens—presque 1 million—sont passés au-dessus du seuil de pauvreté; environ le tiers de ces Canadiens sont des enfants. Dans plusieurs domaines importants, le gouvernement a pris des mesures visant à améliorer les occasions d'emploi et les prestations sociales des Canadiens.